

# Faire émerger un espace de citoyenneté

Entretien avec Monique Prim

*Le Forum des citoyens de la Méditerranée (FCM), déjà partie prenante du Forum civil à Barcelone en 1995, a été chargé d'organiser celui de Marseille. Monique Prim, présidente de ce Forum, fait un premier bilan d'étape.*

— **Bernard Ravenel** : Dans quel contexte et pourquoi s'est constitué le Forum des Citoyens de la Méditerranée ?

Deux idées ont présidé à la création du Forum des Citoyens de la Méditerranée.

Tout d'abord penser et construire un avenir partagé en Méditerranée nous semble relever de l'urgence et de la nécessité absolue qui fonde toutes les utopies. Face aux multiples risques de confrontations qui agitent cette région, nous avons choisi de rassembler autour d'un projet de coopération et de réciprocité, traçant les perspectives d'une nouvelle identité méditerranéenne, fondée sur le dépassement des clivages nationaux, religieux et identitaires.

D'autre part nous sommes convaincus qu'un tel projet ne peut se construire sans l'émergence d'un espace public de débat et de prise de décision où peuvent se mettre en confrontation toutes les attentes contradictoires que nous nourrissons d'une rive à l'autre, où les citoyens de ce bassin méditerranéen peuvent discuter d'égal à égal pour jeter les bases d'une entente entre les sociétés, qui dépasse et transcende les rapports inter-étatiques.

La création du Forum c'est aussi la rencontre de plusieurs initiatives au début des années 90 qui tournent toutes autour des questions de coopération et de citoyenneté en Méditerranée : Rencontre de Grenade, Colloque sur la Citoyenneté en Méditerranée à l'Arche de la Défense, Université d'été de "Confrontations" à Aubagne en 1993, auxquels s'ajoutent les multiples initiatives des associations issues de

l'immigration, dont les animateurs décident, quoique venant d'horizons politiques divers, de créer ensemble un espace de débat ouvert, donnant à ces différentes initiatives un prolongement et une continuité dont chacun avait pressenti la nécessité.

Pourtant lorsque le Forum est créé début 1994, l'idée méditerranéenne ne fait guère recette. La guerre du Golfe vient de raviver les fractures anciennes et a anéanti pour quelque temps les timides espoirs qu'on pouvait nourrir à la fin des années 80, sur l'émergence de nouvelles relations entre les peuples, où la sécurité pouvait devenir une affaire commune fondée davantage sur la coopération civile que sur la confrontation militaire.

La guerre en ex-Yougoslavie mettait l'ensemble des Balkans sous tension, rendant ainsi indisponible à tout projet de coopération une frange non négligeable du bassin méditerranéen. En Algérie, l'échec du processus de démocratisation a déclenché les oppositions et les affrontements conduisant le pays à une véritable guerre civile qui, à son tour, a avivé les tensions avec les autres pays du Maghreb. Les atrocités de cette guerre civile masquent les réalités de l'émergence de l'islam politique et prennent au dépourvu la plupart des hommes politiques en Europe trop contents de désigner celui-ci comme le nouvel ennemi absolu de la démocratie.

Dans ce contexte de tensions, l'espoir vient de la Méditerranée orientale avec la signature, en septembre 1993, des accords d'Oslo qui laissent enfin envisager la perspective d'un règlement du conflit israélo-arabe sur des bases justes et durables. Certes, après la poignée de mains à Washington, l'essentiel restait à négocier, mais la signature même de cet accord historique levait une hypothèque qui, jusque là, pesait lourdement sur les relations entre l'Europe et ses voisins des rives Est et Sud de la Méditerranée et c'est cette donnée nouvelle qui a rendu possible la conférence et la déclaration de Barcelone en novembre 1995.

En mai 1994, une de nos premières initiatives a consisté à réunir des candidats de différentes listes aux élections européennes et des citoyens venus de différents pays du sud de la Méditerranée, pour mettre en débat les projets et les attentes des uns et des autres par rapport à la future politique méditerranéenne de l'Europe.

**— Dans quelles conditions et sous quelle forme avez-vous participé à la conférence de Barcelone ?**

Nous avons considéré que la conférence de Barcelone marquait une avancée réelle et qu'il fallait s'en saisir. C'est bien la première fois que l'ensemble des pays de l'Union européenne et des Pays tiers-méditerranéens se donnaient un cadre de coopération politique, économique et social commun. A nous, citoyens de l'ensemble des pays concernés, de nous exprimer pour dire quel contenu nous voulions donner à ce partenariat.

C'est dans cet esprit que nous nous sommes inscrits dans la préparation du Forum civil qui devait accompagner le sommet de Barcelone. Il nous semblait indispensable de susciter un véritable débat public sur les enjeux de la coopération euro-méditerranéenne, et ce débat nous souhaitions le nouer d'emblée sur un plan régional. C'est ainsi que nous avons organisé plusieurs rencontres à Paris, en Tunisie et au Maroc principalement, mais aussi au Proche-Orient pour réfléchir entre ONG se revendiquant des droits de l'homme et de la citoyenneté sur le message que nous voulions ensemble faire passer au Forum civil de Barcelone. Mais à Barcelone il était impossible de rendre audible une parole cohérente et construite. Le Forum civil ressemblait, sans forcer le jeu de mots, à une véritable auberge espagnole où se côtoyaient le PDG de FIAT, quelques authentiques militants des droits de l'Homme et les inévitables têtes d'affiches de tous les colloques qui pouvaient se tenir à l'époque sur la Méditerranée. En même temps s'en dégagait la désagréable impression que la messe qui s'y disait au nom de la "société civile" était écrite à l'avance et les conclusions aussi.

### — Quel bilan en avez-vous tiré ?

Quoique marginale par rapport à l'organisation du Forum civil de Barcelone, la démarche de préparation que nous avons initiée, s'est avérée extrêmement riche et porteuse. Et c'est ainsi que nous avons pu organiser en février 1996, au-delà même de ceux que nous avons réussi à impliquer aux quatre coins de la Méditerranée dans la préparation de Barcelone, une réunion bilan qui a permis de jeter des bases pour la suite de notre travail.

Notre analyse était la suivante : manifestement la déclaration de Barcelone, à l'inverse du sommet civil, traçait une perspective politique de coopération régionale. Même en étant extrêmement critique à l'égard de ses principaux objectifs, et notamment de la perspective de créer à l'horizon de dix ans une zone de libre-échange en

Méditerranée ou encore de renforcer la coopération sécuritaire, nous ne trouvons pas moins dans son contenu des points d'appui incontestables pour faire avancer les causes de la paix, de la coopération civile et de l'Etat de droit dans l'ensemble du bassin méditerranéen.

Néanmoins nous avons aussi conscience que les présupposés de cette déclaration recelaient de telles ambiguïtés qu'il ne fallait surtout pas la prendre au pied de la lettre, au risque d'aller droit dans le mur.

**— Considérez-vous que ces ambiguïtés sont cause des difficultés que connaît le processus de Barcelone aujourd'hui et comment analysez-vous ces difficultés ?**

Il est un fait que sous la présidence portugaise, et notamment au sommet de Feria, un certain nombre de contradictions ont commencé à éclater au grand jour au point que la Commission européenne a rédigé un document de propositions pour réactiver le processus de Barcelone et que les quinze pays de l'Union européenne ont cru nécessaire de réaffirmer leur stratégie par rapport à la Méditerranée, ce qui a fortement indisposé un certain nombre de pays partenaires qui estimaient qu'au bout de cinq ans de partenariat le bilan se devait au moins d'être collectif.

Mais, pour comprendre le désarroi du moment, il faut revenir sur les ambiguïtés d'origine.

Tout d'abord l'Europe a fait comme si les accords d'Oslo avaient réglé définitivement le problème de la paix au Proche-Orient. De manière très explicite, elle a renvoyé à un autre cadre la poursuite des négociations, s'interdisant formellement d'y prendre part, comme si elle n'était concernée par aucun des sujets en suspens, qu'il s'agisse des colonies, des réfugiés ou encore du statut définitif de Jérusalem. Elle pouvait ainsi entretenir la fiction que, ces problèmes étant réglés par ailleurs, il appartenait à l'Union européenne d'organiser la coopération régionale, dans un cadre pacifié. La suite des sommets, qu'il s'agisse de Malte ou de Stuttgart, a montré qu'il n'en est rien et il est certain que lors du prochain sommet de Marseille l'état des négociations de paix sera plus que jamais déterminant pour traiter d'autres sujets, notamment la Charte pour la sécurité et la stabilité.

En mars 1996, constatant l'absence de positionnement de l'Europe par rapport aux principaux enjeux de la suite des négociations dont on pouvait déjà pressentir que le calendrier ne serait pas respecté et malgré un contexte alourdi par l'assassinat de Rabin et les attentats

qui venaient de se dérouler, nous avons fait le choix difficile d'organiser à la Maison de l'UNESCO une conférence internationale sur le statut de Jérusalem, que nous avons réitérée en 1997 au Parlement européen. Ces deux initiatives s'inscrivaient pleinement dans la philosophie du Forum qui ne vise pas à imposer un point de vue, mais à offrir un cadre de débat dans lequel se sont inscrits des Palestiniens et des Israéliens, des Arabes et des Européens, mais qui a permis aussi de montrer que des ONG peuvent lancer un débat citoyen responsable, riche de contenu et de propositions, sur des sujets que les Etats et les négociateurs officiels continuent à considérer comme tabou.

Autre ambiguïté, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme sont érigés en principes fondamentaux de la déclaration de Barcelone, ce qui est un acquis tout à fait intéressant mais ne peut faire oublier que la reconnaissance de ces principes ne revêt aucun caractère contraignant dans la gestion des accords d'association entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens. Au contraire on ne peut que dresser le constat que depuis 1995 la situation des droits de l'homme s'est dégradée dans la plupart des pays du sud de la Méditerranée, sans qu'à aucun moment la diplomatie européenne n'ait exercé la moindre pression pour enrayer ces dérives, ni même rappelé les principes fondateurs, communément souscrits à Barcelone.

Enfin nous ne partageons pas l'idée fondatrice du partenariat euro-méditerranéen du libre-échange comme moteur du développement. Or, c'est sur cette base qu'ont été conclu les premiers accords d'association dont il est indispensable aujourd'hui de dresser le bilan. Même au colloque que la Banque Mondiale a tenu fin juin à Paris, l'idée d'une corrélation entre l'insertion dans l'économie globale et le développement a été battue en brèche. Par contre l'importance des coûts sociaux d'une telle stratégie est de plus en plus évidente. L'Europe propose à ses partenaires de participer à la prise en charge de ces coûts sociaux, cependant non seulement il n'y a aucune stratégie cohérente en matière de développement social, mais encore les rares programmes qui ont été mis en place n'ont connu que très peu de réalisations concrètes. Il est de notoriété publique que les programmes MEDA sont en panne et que l'écart entre les crédits votés et les crédits mobilisés est considérable. Il est urgent aujourd'hui de sortir de cette approche dogmatique et de construire une stratégie alternative de coopération pour le développement.

— **Quel est dans ce contexte l'utilité de tenir un Forum civil à Marseille et quels en sont les acteurs ?**

De notre point de vue l'organisation d'une telle rencontre est absolument indispensable et c'est la raison pour laquelle, après avoir participé à l'organisation du Forum de Stuttgart, nous nous sommes impliqués fortement dans la réussite du Forum de Marseille. De notre point de vue, la rencontre de Stuttgart a marqué une avancée qu'il est important de préserver. A aucun moment la présidence allemande n'a cherché à s'immiscer dans l'organisation du Forum civil ; par contre elle a contribué à créer les conditions d'une rencontre entre les participants au Forum civil et les délégations officielles, ce qui était tout à fait inédit. Par ailleurs, c'était aussi la première fois que l'initiative de la rencontre venait réellement de ceux qui assuraient au plan régional et dans la continuité, un travail militant autour des droits de l'homme, de la citoyenneté et de la paix. Le centrage dans les thèmes a ainsi permis d'obtenir des débats approfondis et des recommandations ciblées.

Pour toutes ces raisons il nous semble important d'inscrire le sommet de Marseille dans la continuité de Stuttgart tout en retraillant sur ses enjeux spécifiques qui sont de plusieurs ordres.

Premièrement, il faut qu'il y ait un véritable débat public sur les objectifs et les contenus du partenariat euro-méditerranéen, et le fait que le prochain sommet se déroule sous la présidence française doit le permettre. Rien ne serait pire en tout cas que de dresser seulement un constat d'échec et donc de rejeter le cadre même du partenariat. Rien ne serait pire non plus que de persévérer dans la voie de l'échec. Le sommet de Marseille doit jeter des bases nouvelles de coopération et il reste peu de temps pour les faire émerger. Dans ce contexte le Forum civil peut être un moment privilégié pour faire entendre un message fort, une interpellation pour le moins, tant de la présidence française que de l'Union européenne dans son ensemble, mais aussi des Etats partenaires. Toutefois ce message ne sera audible que s'il est précédé d'une mise en débat public forte. Il nous semble que le gouvernement français a une responsabilité particulière à ouvrir ce débat.

Deuxièmement, il faut que les acteurs sociaux se mobilisent. Le concept de société civile ne nous paraît pas judicieux. Ce qui est en jeu, c'est l'émergence d'un espace de citoyenneté où différents types d'acteurs sociaux peuvent construire une parole autonome, condition indispensable d'un dialogue effectif avec les pouvoirs publics. A Marseille, le Forum civil sera organisé par trois types d'acteurs : les

ONG, les organisations syndicales et les collectivités locales, qui organisent chacune leur rencontre de manière indépendante, tout en recherchant des terrains de convergence possibles. Il est indubitable que le degré d'autonomie de ces trois types d'acteurs n'est pas le même, ce dont chacun des organisateurs assume la responsabilité. En tout cas, pour le collectif des ONG dont nous faisons partie, l'indépendance par rapport aux pouvoirs politiques, quels qu'ils soient, est un critère que nous nous sommes fixé tant dans les modalités de la préparation que dans le choix de nos partenaires.

Le troisième enjeu est celui d'une expression réellement euro-méditerranéenne. L'espace de citoyenneté, à l'émergence duquel nous travaillons, doit être d'emblée un espace régional où les ONG et les acteurs sociaux du Sud de la Méditerranée ont une place privilégiée. C'est la raison pour laquelle nous avons tenu absolument à ce que, sur l'ensemble des thèmes en débat, il y ait des rencontres de travail préparatoires dans les pays du sud de la Méditerranée parce que c'est un moyen important d'élargir le débat et d'avoir une réelle richesse d'expression en y impliquant aussi tout un ensemble d'acteurs qui ne pourront être physiquement présents à Marseille.

#### — Et les enjeux de contenu ?

Compte tenu de la conjoncture particulière du Sommet de Marseille et de l'agenda officiel, deux enjeux nous semblent intimement liés : celui du processus de paix au Proche-Orient et celui de la Charte pour la sécurité et la stabilité en Méditerranée. En effet depuis 1995 l'évolution du processus de paix, avec ses avancées et ses reculs, a marqué chacun des sommets euro-méditerranéens. La blessure palestinienne reste un des motifs majeurs de méfiance des peuples arabes et musulmans à l'égard de l'Europe, qui prône le partenariat et s'avère par ailleurs incapable de contribuer efficacement à la résolution d'un conflit, préalable à l'essor de toute coopération régionale. Comme nous l'avons fait en 1996 et 1997 en organisant successivement deux colloques sur le thème "Jérusalem, Capitale de la Paix ?", le Forum des Citoyens de la Méditerranée se propose à nouveau d'offrir un cadre où, au niveau non-gouvernemental, Palestiniens et Israéliens, Arabes et Européens, peuvent continuer à débattre ensemble d'une stratégie capable de faire avancer les conditions d'une paix juste et durable, et du message qu'ils veulent adresser en ce sens à la Communauté internationale. En lien intime avec la Plate-forme française pour la

Palestine et avec le Comité de Coordination européen pour la Palestine (CCEP), nous souhaitons tenir une rencontre préparatoire en Palestine même fin septembre et faire de Marseille un moment d'amplification d'une campagne pour les droits des Palestiniens qui se déroulera dans toute l'Europe au début de l'automne.

Il est difficile de prédire quelle sera la situation au Proche-Orient en novembre, mais il est certain qu'elle influera directement sur le contenu et sur la possibilité ou non d'adopter la Charte pour la sécurité et la stabilité en Méditerranée qui est sur le métier depuis 1995. L'enjeu de cette Charte était initialement d'approfondir les principes de la déclaration de Barcelone et de leur donner un cadre institutionnel de mise en œuvre. La consécration de ce passage d'une conférence diplomatique à une organisation intergouvernementale avait aussi motivé l'initiative de Jacques Chirac de convoquer à Marseille un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, pour toutes les raisons que nous avons évoquées ci-dessus, le partenariat méditerranéen est en crise et le contenu de la Charte s'élabore en dehors de tout débat public et sans aucune transparence. Le risque est grand que, pour sauver les meubles, l'Europe accepte une charte où sécurité rime avec coopération policière, et stabilité avec confortation des régimes autoritaires en place.

Voilà pourquoi il nous paraît absolument vital d'ouvrir le débat au sommet civil sur une conception alternative et globale de la sécurité des populations, qui ne soit pas synonyme de sécurité des Etats. Pour nous, elle renvoie d'abord au respect des droits humains dans toutes leurs dimensions, y compris économiques et sociales. Elle croise les questions du développement et de la préservation de l'environnement. Elle appelle la liberté des échanges humains et culturels. Toutes ces acceptions donnent au débat sur le contenu alternatif de la Charte une dimension centrale au croisement des différentes thématiques qui seront développées pendant le Forum civil.

Mais le Forum civil n'est qu'un moment ; sa préparation a mobilisé beaucoup de nos forces cette année, mais notre souci principal c'est d'inscrire ce travail dans la continuité et de constituer à l'avenir, au-delà des partenariats multiples que nous avons noués dans les différents pays méditerranéens, un véritable réseau permanent des associations qui ont en commun d'agir pour la citoyenneté en Méditerranée. Il y a encore quelques années de travail en perspective et nous ne serons jamais trop nombreux pour nous y atteler.